

## **D'après une nouvelle analyse, protéger 30 % de la planète d'ici 2030 reste possible, mais la protection des océans accuse un retard préoccupant**

- *Les engagements pris par les gouvernements devraient porter à près de 27 % la part des terres protégées d'ici 2030, mais à seulement 12 % celle de l'océan mondial.*
- *Le rapport souligne deux leviers déterminants pour atteindre l'objectif mondial : reconnaître et renforcer le rôle moteur des peuples autochtones et accroître les financements consacrés à la conservation, qui doivent atteindre 100 à 180 milliards de dollars par an.*

**New York, 23 septembre** – L'objectif mondial de protéger et conserver au moins 30 % des terres et des océans de la planète d'ici 2030 (l'objectif dit « 30x30 ») reste réalisable, mais les gouvernements doivent accélérer considérablement leurs efforts, selon une nouvelle analyse majeure publiée aujourd'hui par Campaign for Nature et Together for the Ocean. Les engagements existants pourraient permettre de protéger près de 30 % des terres et des eaux intérieures de la planète d'ici 2030, mais la protection des océans accuse du retard.

Le Bilan mondial 30x30, l'analyse la plus complète jamais consacrée aux progrès accomplis vers l'objectif de biodiversité adopté par les gouvernements en 2022, montre que des avancées importantes ont déjà été réalisées. Il souligne toutefois que le rythme actuel n'est pas suffisamment rapide pour atteindre l'objectif et présente les principales mesures que les pays doivent prendre pour combler l'écart. Il est accompagné du Rapport 2026 sur le déficit de protection des océans, qui analyse plus particulièrement les progrès réalisés en mer, là où le déficit de mise en œuvre est le plus marqué. Ensemble, les deux rapports dressent un état des lieux de l'avancement de 30x30, sur terre comme en mer, et identifient les mesures nécessaires pour accélérer la mise en place d'une protection efficace d'ici 2030.

L'évaluation constate qu'**environ 20 % des terres et des eaux intérieures sont aujourd'hui désignées comme protégées ou conservées. Si les gouvernements tiennent pleinement leurs engagements quantifiés actuels, cette proportion pourrait atteindre environ 27 % d'ici 2030**, réduisant ainsi une grande partie du déficit restant.

Cependant, le Bilan comme le Rapport sur le déficit de protection des océans montrent que les progrès en mer sont nettement plus lents. **À ce jour, 10 % de l'océan mondial sont désignés à des fins de conservation, et les engagements nationaux quantifiés existants ne permettraient de porter cette proportion qu'à environ 12 % d'ici 2030.** Plus préoccupant encore, **seuls 3,5 % de l'océan sont actuellement considérés comme efficacement protégés**, c'est-à-dire que les activités destructrices y sont exclues ou limitées au sein des zones concernées.<sup>1</sup>

**Déclaration de Frans Timmermans, ancien premier vice-président de la Commission européenne :** *« Les dirigeants mondiaux doivent comprendre que la protection de la nature doit constituer un pilier essentiel de la lutte contre le changement climatique. Préserver les paysages encore intacts et restaurer les écosystèmes dégradés contribue à réduire les émissions de carbone et renforce considérablement notre résilience face au changement climatique, en protégeant les populations contre les événements météorologiques extrêmes, tout en préservant la qualité de l'air et de l'eau. Cet été pourrait marquer un tournant si les dirigeants mondiaux reconnaissent que la conservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique doivent compter parmi leurs toutes premières priorités, non seulement pour protéger la nature, mais aussi pour assurer notre propre survie. »*

Pour combler les écarts, les gouvernements doivent désormais passer rapidement des engagements à l'action. Cela suppose notamment d'augmenter fortement les financements, de reconnaître officiellement les droits et le rôle des peuples autochtones et des communautés locales, d'accélérer la mise en œuvre du Traité sur la haute mer et de veiller à ce que les aires protégées et de conservation, nouvelles ou existantes, assurent dans la durée des bénéfices réels pour la biodiversité et les populations.

**Déclaration de Brian O'Donnell, directeur de Campaign for Nature :** *« Ce bilan montre que des progrès réels sont accomplis vers l'objectif 30x30 et que celui-ci reste à portée de main. Partout dans le monde, les pays ont étendu leurs aires protégées et de conservation, contribuant à préserver des écosystèmes essentiels tels que les forêts, les zones humides et les mangroves. Il révèle également que la pleine mise en œuvre des engagements existants permettrait de combler une grande partie du déficit de couverture terrestre restant. En mer, l'accélération de la mise en œuvre du Traité sur la haute mer pourrait, elle aussi, réduire considérablement le retard.*

*Il est essentiel que les gouvernements veillent à ce que ces territoires soient bien gérés et produisent des résultats concrets pour la biodiversité et les populations. Cela suppose de leur garantir les financements nécessaires sur le long terme. 30x30 ne doit donc pas être considéré uniquement comme un impératif de conservation. C'est aussi un investissement dans la résilience de nos économies, la stabilité du climat, la sécurité alimentaire et hydrique, la santé et la prospérité à long terme. »*

### **Sur terre, il faut désormais renforcer le leadership des gouvernements**

D'après les conclusions du Bilan mondial de l'objectif 30x30, les gouvernements du monde entier ont démontré qu'une progression rapide était possible. Plus de 50 pays déclarent désormais protéger ou conserver au moins 30 % de leur territoire terrestre. Plusieurs d'entre eux, notamment le Brésil, l'Australie, le Canada, le Costa Rica et la Colombie, ont considérablement étendu leurs aires protégées et de conservation ces dernières années.

En septembre 2026, 132 des 196 Parties à la Convention sur la diversité biologique avaient soumis des engagements chiffrés concernant les terres et les eaux intérieures. Si ces

engagements sont pleinement respectés, la couverture mondiale pourrait passer d'environ 20 % aujourd'hui à près de 27 % en 2030, selon le Bilan.

Mais les engagements ne suffisent pas. Dans de nombreux pays, les objectifs annoncés n'ont pas encore été traduits en plans d'action concrets, cartographiés, chiffrés et financés. Les gouvernements doivent également veiller à ce que les efforts d'extension ciblent les écosystèmes importants et encore insuffisamment représentés, ainsi que les zones présentant une forte valeur pour la biodiversité. Les aires protégées doivent également produire des résultats de conservation réels et durables.

### ***Le retard de la protection des océans freine l'objectif 30x30***

L'océan constitue aujourd'hui l'un des principaux défis de la mise en œuvre de 30x30. Seul un tiers de l'objectif de 30 % est atteint : environ 10 % de l'océan sont actuellement désignés comme protégés, tandis que des écosystèmes marins essentiels, notamment les habitats du large et des grands fonds, restent particulièrement vulnérables. Le Bilan mondial 30x30 met en évidence un important déficit d'ambition. Environ la moitié seulement des pays côtiers disposent aujourd'hui d'un objectif national de protection de l'océan assorti d'une échéance et d'une cible chiffrée. Les engagements existants ne permettraient d'accroître la protection que de trois points, en incluant les protections envisagées en haute mer.

Le Rapport sur le déficit de protection des océans souligne qu'avec seulement 3,5 % de l'océan mondial considérés comme efficacement protégés, des activités préjudiciables peuvent encore se poursuivre dans de nombreuses zones comptabilisées dans les objectifs mondiaux de protection. Même lorsque des mesures de protection ont été mises en place pour des écosystèmes essentiels, leur efficacité reste souvent limitée. Ainsi, 33 % des mangroves sont déclarées protégées, mais seulement 0,3 % sont considérées comme efficacement protégées. De même, 47 % des récifs coralliens d'eaux chaudes se trouvent dans des aires protégées, mais moins de 10 % bénéficient d'une protection jugée efficace.

Une évolution encourageante se dessine néanmoins : de plus en plus de pays commencent à ne plus mesurer leurs progrès à la seule superficie couverte et s'intéressent davantage à l'efficacité réelle de la protection. Les Samoa et le Portugal ont ainsi porté leur niveau de protection efficace à respectivement 25,6 % et 9,5 %. L'Indonésie, de son côté, s'est engagée à évaluer l'efficacité de 19,1 millions d'hectares d'aires marines protégées existantes.

Les deux rapports concluent que le Traité sur la haute mer offre la plus grande possibilité d'accélérer la protection des océans. Ils insistent toutefois sur la nécessité de garantir l'effectivité de la protection dès la création des nouvelles zones. La haute mer représente environ les deux tiers de l'océan mondial, mais demeure encore très largement dépourvue de protection. Les travaux scientifiques ont par ailleurs identifié plus de 50 millions de kilomètres carrés de zones prioritaires pour la biodiversité au-delà des juridictions nationales.

**Déclaration de Lance Morgan, président du Marine Conservation Institute :** « *Le déficit de protection des océans est désormais le principal obstacle à la réalisation de 30x30. Les*

*gouvernements doivent accélérer leurs efforts dans leurs eaux nationales et saisir l'occasion offerte par le Traité sur la haute mer pour protéger certains des écosystèmes marins les plus importants de la planète au-delà des juridictions nationales.*

*Mais désigner une zone ne suffit pas. La majorité des aires marines protégées existantes n'assurent toujours pas une conservation efficace. Pour combler ce déficit, il faut transformer les engagements en une véritable protection en mer : des zones correctement gérées, durablement financées et effectivement préservées des activités destructrices, afin qu'elles produisent des bénéfices durables pour la biodiversité, les communautés et les économies. »*

### **Reconnaître le rôle moteur des peuples autochtones et des communautés locales**

L'un des principaux enseignements du Bilan est le rôle déterminant des peuples autochtones et des communautés locales dans la réalisation de 30x30. Les terres détenues, gouvernées ou gérées par les peuples autochtones et les communautés locales pourraient représenter plus de 35 % de la superficie terrestre mondiale. Environ 60 % des terres connues de ces peuples et communautés ont subi un impact humain nul ou faible. Plus de 40 % d'entre elles se superposent à des écosystèmes intacts, à des zones présentant une grande importance pour la biodiversité ou à des espaces jouant un rôle important dans la stabilisation du climat.

La conservation à long terme ne pourra être assurée sans garantir la sécurité des droits fonciers, respecter les droits des peuples autochtones et des communautés locales, reconnaître leurs systèmes de gouvernance et obtenir leur consentement libre, préalable et éclairé sur les modalités de conservation appliquées à leurs territoires. Le Bilan recommande donc à tous les pays d'agir d'urgence pour reconnaître et soutenir toute la diversité des modes de conservation susceptibles de produire des résultats durables pour la biodiversité, notamment les territoires autochtones et traditionnels. Il cite à cet égard les expériences du Brésil, de la Colombie, du Pérou, de la RDC et des Philippines.

**Déclaration de Lucy Mulenki et Ramiro Batzín, coprésidents de l'International Indigenous Forum on Biodiversity :** *« Les peuples autochtones et les communautés locales sont au cœur des efforts mondiaux de protection de la nature. Depuis des générations, nous protégeons et gérons certains des écosystèmes les plus importants de la planète. Ce Bilan confirme une nouvelle fois que la grande majorité des terres et des eaux que nous détenons, gérons ou gouvernons restent écologiquement intacts. »*

*Pour atteindre l'objectif 30x30, les dirigeants mondiaux doivent reconnaître cette gestion essentielle des milieux naturels et lui consacrer les ressources nécessaires. Cela passe par un véritable partenariat avec les peuples autochtones et les communautés locales, par la reconnaissance de nos savoirs et, surtout, par le respect de nos droits et de notre autorité sur les territoires dont nous prenons soin depuis des générations. Nous sommes prêts à contribuer à la mise en œuvre des recommandations du rapport afin de faire progresser la reconnaissance des territoires autochtones et traditionnels. »*

### **Comblar le déficit de financement**

Le financement reste l'un des principaux obstacles à la réalisation de l'objectif. Selon les estimations, atteindre l'objectif mondial de protection de la nature nécessiterait 100 à 180 milliards de dollars par an, alors qu'environ 24 milliards de dollars seulement sont actuellement dépensés chaque année. L'écart reste particulièrement important pour l'océan : les besoins sont estimés à environ 16 milliards de dollars par an, contre seulement 1,8 milliard de dollars actuellement mobilisés, selon les estimations.

Pourtant, les solutions existent. Le Bilan recense plusieurs mécanismes de financement et modèles de conservation ayant déjà fait leurs preuves, parmi lesquels les budgets publics nationaux, les fonds fiduciaires dédiés à la conservation, les mécanismes de Project Finance for Permanence, les conversions de dette et les financements mixtes. L'enjeu est désormais de déployer ces solutions beaucoup plus rapidement et à une échelle bien plus importante.

**FIN**

//

**Télécharger le Résumé à l'intention des décideurs**

**Consulter le tableau de bord interactif 30x30**

### **Notes aux rédactions**

Le Bilan mondial 30x30 2026 a été piloté par Campaign for Nature, en collaboration avec Together for the Ocean. Il rassemble les données les plus récentes disponibles sur les aires protégées et de conservation, les engagements nationaux, les résultats en matière de conservation, les financements et les différents leviers de mise en œuvre afin d'évaluer les progrès accomplis dans le monde vers l'objectif 30x30.

Le Rapport 2026 sur le déficit de protection des océans a été rédigé par Systemiq et produit en partenariat avec le Bloomberg Ocean Fund, Campaign for Nature, High Seas Alliance, Marine Conservation Institute, RISE UP, SkyTruth et WWF International, dans le cadre de la campagne **Together for the Ocean**. Il s'appuie sur la méthodologie et l'approche développées dans le rapport sur le déficit de protection des océans publié l'année dernière.

1. Les deux rapports s'appuient sur l'analyse MPAtlas du Marine Conservation Institute concernant les zones intégralement ou fortement protégées, utilisée comme indicateur indirect de la part de l'océan actuellement efficacement protégée.

*Together for the Ocean est une campagne mondiale qui vise à accélérer la mise en œuvre de l'objectif 30x30 dans l'océan. En rassemblant les parties prenantes autour d'objectifs communs, la campagne contribue à renforcer le soutien politique, à accroître la redevabilité et à promouvoir une protection efficace des océans, capable de produire des bénéfices durables pour la nature, les populations et le climat.*